L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 8 NOVEMBRE 1881. 55me Année.

Bradner, Bonner & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 8 NOVEMBRE.

VENTE A L'ENCAN.

Par D. H. Murphy, en No 96 rue Magazine, Salons.

Vaisselle, Vaisselle, Vaisselle. — Voyez l'annonce d'ensemble de D. H. Murphy.

Les délégués français.

Les fêtes de Yorktown, touchant à leur fin, et les invités français se préparent à rentrer en France. Quelle impression vont-ils emporter de la réception qui leur a été faite et du spectacle grandiose que leur ont offert les Etats-Unis, après un délai d'existence! Cette marche rapide, ascendante, qui a caractérisé la grande République du nouveau monde a dû singulièrement les étonner, eux, venant d'Europe où tout progrès est lent à s'opérer, la forme de la plupart des gouvernements lui faisant obstacle.

Nous avons une première expression de l'opinion des invités français. Rappelé à Paris par une dépêche télégraphique, le commandant Lichtenstein, aide de camp du président Grévy, et son représentant dans cette circonstance, a adressé la lettre suivante au consul général de France à New-York, s'excusant de ne pouvoir assister au banquet offert aux délégués par la colonie française de New-York :

New-York, 2 novembre 1881.

Monsieur le consul général,

Du fond les chagrins que me cause le brusque départ auquel je suis malheureusement obligé, un des plus vifs sera de ne pouvoir me rendre le 4 novembre à l'invitation de la colonie française. Je vous prie de vouloir bien être l'interprète de mes sentiments de vif regret auprès de nos compatriotes dont je connais quelques-uns et que j'aurais voulu connaître tous. Puisque j'avais l'unique honneur, malgré mon obscure personnalité, de représenter ici l'excellent homme et le grand citoyen qui gouverne en ce moment notre République française, c'est en son nom que j'aurais été heureux de porter un double toast : au président de la République des Etats-Unis, de ce pays si grand et si hospitalier dont nous admirons avec tant d'étonnement les prodigieux développement; puis, à notre colonie française de New-York qui nous prouve en ce moment d'une façon si touchante qu'elle n'oublie pas et n'oubliera jamais notre patrie commune.

Veuillez agréer, monsieur le consul général, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

LICHTENSTEIN.

Nos lecteurs remarqueront en quels termes chaleureux et éloquents le commandant parle de la république américaine si grande, si hospitalière, et de son prodigieux développement.

Jusqu'ici, la plupart des écrivains européens qui ont essayé de parler des Etats-Unis et de leurs institutions, par suite de leurs tendances politiques se sont montrés hostiles ou n'ont voulu voir que certains défauts qu'ils ont grandi outre mesure pour les besoins de leur thèse. Nous exceptons, cependant M. de Tocqueville, qui a révélé au monde étonné les éléments de grandeur et de prospérité que la nature de nos institutions était appelée à développer successivement.

Si ces rencontres-là, dans la délégation française, un écrivain observateur, réunissant les impressions qu'il aura emportées de son voyage en Amérique, de cette réception triomphale faite aux descendants des hardis soldats qui traversèrent l'Océan, et mirent leur épée au service de la cause sacrée de l'émancipation ?

Un livre de cette nature aurait pour effet immédiat de resserrer les liens des deux grandes républiques du nouveau et de l'ancien monde, et de donner encore plus de cordialité aux relations des deux peuples.

La France a souvent secouru les nations luttant pour l'indépendance et la liberté. On l'a même surnommée le Don Quichotte des nationalités opprimées. Le peuple américain a été jusqu'ici le seul à qui la reconnaissance ne pesant pas, a exprimé solennellement, avec éclat, aux yeux du monde, les sentiments de gratitude qui l'animent pour ses alliés des jours de luttes sanglantes et longtemps prolongées.

Un siècle s'est à peine écoulé, et des bords de l'Atlantique livrés aux Américains par la reddition du général anglais, la grande république, pour suivant ses conquêtes, et n'impesant aux Etats annexés que les bienfaits d'institutions libres, s'est étendue à Pitalai, appelant à jouir de ses libertés et de sa prospérité les déshérités de l'ancien monde. Sa libéralité a contribué à sa grandeur. Elle progresse sous tous les rapports, industrie, commerce, science, population, dans des proportions qu'admirent les esprits libéraux et qui effraient les partisans des vieux régimes.

Ces éléments de puissance n'auront pas échappé à l'intelligence des hommes distingués venus de France à la suite de l'appel que leur a adressé ce peuple géant. On s'étonnait de la liberté en présence des faits révélateurs de la saine influence qu'elle exerce. L'instinct de la dignité humaine s'éveille à l'aspect d'un peuple qui n'a d'autre maître que lui-même, et d'autres ce trouve que le respect qu'il doit aux lois.

Sans doute, il y a des taches. La nature humaine est sujette aux erreurs; mais ces erreurs revêtent chez un peuple libre un caractère viril inconnu ailleurs: c'est l'exagération de la puissance individuelle, l'indépendance poussée jusqu'à ses dernières limites, l'exaltation d'un individualisme, qui, dans les relations sociales, peut avoir ses dangers, mais rattachant celui qui en est possédé aux libres institutions à l'unisson desquelles il plaît aussi donner l'essor aux tendances d'un esprit ennemi des entraves.

Les noms des hommes qui se sont distingués, américains et alliés, dans cette lutte qui précéda l'éclosion d'un peuple appelé à jouer un si grand rôle dans les affaires du monde, sont devenus légendaires. Dans un siècle d'ici, l'histoire enregistrera les noms des délégués français à ceux des aïeux qu'ils représentent aujourd'hui.

C'est ainsi que se poursuit l'enchaînement des traditions. Remises en mémoire d'époque à époque, elles perpétuent le souvenir des événements glorieux du passé et des hommes qui y ont eu les premiers rôles.

Places vacantes.—Par un arrêt de la cour suprême, rendu à Shreveport, en appel de la décision du juge de district, R. C. Drew, les places d'assesseur de taxe, de membre du Bureau d'équalisation de membre du jury de police de la paroisse Webster, ont été virtuellement déclarées vacantes, les titulaires ayant postérieurement à leur nomination à ces places, accepté la chétive position de commissaires du jury.

M. H. Bellard, (ancienne librairie Hébert) annonce qu'il a reçu les numéros de l'Illustration et du Monde Illustré du 22 octobre.

Le Courrier des Opelousas.—Cet excellent journal a commencé, il y a quelques jours, son 29me volume. Nous en félicitons notre très estimable confrère, et nous espérons, pour lui et pour nous, avoir l'occasion de le féliciter nombre d'années encore. Le *Courrier des Opelousas* a vécu comme nous dans de funestes temps; il n'y a pas péri; loin de là, il les a traversés avec un courage tout patriotique, et aujourd'hui il est encore ce qu'il a toujours été depuis sa fondation, un champion énergique des droits des Etats et de la Démocratie. C'est un hommage que nous rendons à son honorable carrière et qu'il mérite amplement.

—Le juge-président de la cour suprême, l'hon. E. Bermudez, de retour de New York depuis vendredi dernier, présidait hier cette cour, et a fait une réponse éloquente à la motion d'ajournement de l'avocat général Egan, secondée par M. Carleton Hunt, par respect pour la mémoire du gouv. Wiltz. En conséquence, la cour suprême s'est ajournée.

M. Louis S. Crozier est arrivé, hier, dans notre ville, de Meridian, (Mississippi), où il s'était rendu en vue de la formation d'une société pour l'élevage du ver à soie et la filature de la soie. Il est fort satisfait du résultat de son voyage, et a recueilli, en souscriptions, la plus grande partie de la somme nécessaire.

Nous publierons, demain, une correspondance qu'il a bien voulu nous adresser à ce sujet.

Les maisons centrales en Louisiane.

La multiplicité des sujets à traiter qui devraient tous avoir une place dans nos colonnes, nous force à réclamer de aquenn l'indulgence de nos lecteurs en ce qui concerne la plupart d'entre eux. Sans doute l'agitation irlandaise, qui menace de se résoudre en guerre intestine, a droit à notre appréciation. La question Tunisienne, celle de l'Egypte, celle de l'Inde, de l'alliance vraie ou supposée de l'Allemagne et de la Russie; la question Italienne, intimement liée à l'existence du catholicisme comme unité de vues et d'action, la célébration de Yorktown, l'administration du président Arthur, la question de l'amélioration du fleuve Mississippi, l'intérêt des populations latines dans l'Union, et une infinité d'autres d'importance plus ou moins majeure; devraient tour à tour trouver place dans nos colonnes. Malheureusement, notre feuille est trop petite pour essayer, même brièvement, d'en donner un résumé dans un ou même plusieurs numéros, attendu qu'il est aussi une foule de questions locales à traiter, d'un intérêt moins général peut-être, mais de plus en plus important pour le bien être de notre section. Sans négliger les unes, nous croyons qu'il est de notre devoir de donner la préférence aux autres, car ce sont ces dernières qui nous touchent de plus près. Nous ferons ainsi et pensons que l'on nous en saura gré, car Louisianais avant tout, ayant, croyons-nous, prouvé que nul n'a plus à cœur le bien-être et la prospérité de notre peuple et de notre Etat; c'est à lui qu'est dû la plus grande somme de notre temps et des aptitudes qu'il a plu au Créateur de nous accorder.

Simplement, et sans phrases inutiles, nous croyons devoir lui rendre un compte exact de ce que nous avons fait à la Nlle.-Orléans, en ce qui a trait au but principal pour lequel nous y avons passé une quinzaine de jours :

Chargé par un nombre assez grand de nos concitoyens habitants de voir quel probabilité offraient les conditions actuelles afin d'établir en Louisiane et surtout aux Attakapas un certain nombre d'usines centrales, nous nous sommes mis en relation premièrement avec les grands planteurs de la Nlle.-Orléans, et nous devons dire que là nous avons trouvé un appui des plus chaleureux, car les directeurs, hommes d'expérience, ont compris de suite toute la portée du mouvement qui s'opère dans les masses vers une culture plus raisonnée, plus méthodique, et fondée, par conséquent, d'être infiniment plus profitable à tous. D'autre part, des hommes d'affaires et d'action énergique ont saisi l'idée et comprennent aussi que là est véritablement l'avenir de la Louisiane, non-seulement au point de vue de la spéculation, mais encore au point de vue social et unitaire pour son développement définitif et gigantesque dont peu, encore, peuvent se faire une idée.

Supposons, en effet—et cela est excessivement facile—que chaque acre cultivé actuellement en Louisiane dans toute la partie sud de la Rivière Rouge, rapporte cinq fois de plus qu'il ne le fait actuellement, n'est-il pas évident que le richesse s'en suivra non-seulement pour le cultivateur, le manufacturier, mais pour le commerce et la population entière ? N'est-il pas incontestable que le fermier, voyant que sa terre lui rapporte un bon revenu, ne laissera pas un arpent en friche ? Pour le cultiver ne lui faudra-t-il pas des bras ? Ceci ne fait pas l'ombre d'un doute ! Il pourra alors et cherchera par tous les moyens possibles à se procurer les travailleurs. Où les trouvera-t-il ? Dans la population noire ? Mais en général elle manque d'énergie, d'intérêt, d'ordre et d'économie; puis elle est restreinte, car le vieille génération a une qualité sans doute, mais celle venue à l'âge d'homme depuis la guerre de sécession et celle qui grandit sont loin d'avoir les qualités de la première; il faudra donc s'adresser à l'Europe ou aux villes et campagnes surchargées du Nord et de l'Ouest; alors pouvant les rémunérer suffisamment, pouvant, vu l'identité de leur race, les traiter sur le pied de la plus complète égalité, il ne faut, certes, pas être grand prophète pour comprendre et prédire que dans une période relativement courte chaque acre du sol de la Louisiane sera recherché avec ardeur par une population intelligente et active, le commerce se quintuplera, les manufactures s'établiront, les ressources de toute nature, aujourd'hui à l'état latent, seront exploitées avec énergie, et nos descendants verront s'élever dans nos immenses espaces des industries dont jusqu'ici la génération actuelle n'a pu, ni ne peut, se faire une idée.

Nous ne sommes point partisan des rêves creux ; on a même bien voulu nous croire homme pratique, c'est pourquoi nous disons que rien dans ce qui précède ne sent l'utopie; c'est le vrai, c'est le possible, et le point de départ est l'usine centrale, séparée et distincte de la sucrerie, avec laquelle, toutefois, elle devra entretenir les relations les plus étroites, basées sur l'intérêt mutuel, ce qui entraîne nécessairement l'union la plus complète à divers points de vue de l'une et de l'autre.

Pénétrés de notre mission, nous avons donc dû nous mettre, pourquoi n'en serait-il pas de même ici, en état de nous faire une idée exacte de ce que nous avons fait à la Nlle.-Orléans, en ce qui a trait au but principal pour lequel nous y avons passé une quinzaine de jours :

Chargé par un nombre assez grand de nos concitoyens habitants de voir quel probabilité offraient les conditions actuelles afin d'établir en Louisiane et surtout aux Attakapas un certain nombre d'usines centrales, nous nous sommes mis en relation premièrement avec les grands planteurs de la Nlle.-Orléans, et nous devons dire que là nous avons trouvé un appui des plus chaleureux, car les directeurs, hommes d'expérience, ont compris de suite toute la portée du mouvement qui s'opère dans les masses vers une culture plus raisonnée, plus méthodique, et fondée, par conséquent, d'être infiniment plus profitable à tous. D'autre part, des hommes d'affaires et d'action énergique ont saisi l'idée et comprennent aussi que là est véritablement l'avenir de la Louisiane, non-seulement au point de vue de la spéculation, mais encore au point de vue social et unitaire pour son développement définitif et gigantesque dont peu, encore, peuvent se faire une idée.

Supposons, en effet—et cela est excessivement facile—que chaque acre cultivé actuellement en Louisiane dans toute la partie sud de la Rivière Rouge, rapporte cinq fois de plus qu'il ne le fait actuellement, n'est-il pas évident que la richesse s'en suivra non-seulement pour le cultivateur, le manufacturier, mais pour le commerce et la population entière ? N'est-il pas incontestable que le fermier, voyant que sa terre lui rapporte un bon revenu, ne laissera pas un arpent en friche ? Pour le cultiver ne lui faudra-t-il pas des bras ? Ceci ne fait pas l'ombre d'un doute ! Il pourra alors et cherchera par tous les moyens possibles à se procurer les travailleurs. Où les trouvera-t-il ? Dans la population noire ? Mais en général elle manque d'énergie, d'intérêt, d'ordre et d'économie; puis elle est restreinte, car la vieille génération a une qualité sans doute, mais celle venue à l'âge d'homme depuis la guerre de sécession et celle qui grandit sont loin d'avoir les qualités de la première; il faudra donc s'adresser à l'Europe ou aux villes et campagnes surchargées du Nord et de l'Ouest; alors pouvant les rémunérer suffisamment, pouvant, vu l'identité de leur race, les traiter sur le pied de la plus complète égalité, il ne faut, certes, pas être grand prophète pour comprendre et prédire que dans une période relativement courte chaque acre du sol de la Louisiane sera recherché avec ardeur par une population intelligente et active, le commerce se quintuplera, les manufactures s'établiront, les ressources de toute nature, aujourd'hui à l'état latent, seront exploitées avec énergie, et nos descendants verront s'élever dans nos immenses espaces des industries dont jusqu'ici la génération actuelle n'a pu, ni ne peut, se faire une idée.

Nous ne sommes point partisan des rêves creux ; on a même bien voulu nous croire homme pratique, c'est pourquoi nous disons que rien dans ce qui précède ne sent l'utopie; c'est le vrai, c'est le possible, et le point de départ est l'usine centrale, séparée et distincte de la sucrerie, avec laquelle, toutefois, elle devra entretenir les relations les plus étroites, basées sur l'intérêt mutuel, ce qui entraîne nécessairement l'union la plus complète à divers points de vue de l'une et de l'autre.